

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes - N° 150 - 4 février 2010

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es.

Vous pouvez aussi lire ce Courrier sur : <http://www.mmf-france.fr/courriers.htm>

SPECIAL HAÏTI

SOMMAIRE

- 1 - Solidarité financière avec Haïti - Que propose la Coordination française MMF
 - 2 - Lettre de Sofa - Association Haïtienne amie de la MMF - 2 février 2010
 - 3 - Lettre du Comité International de la MMF - 3 février 2010
 - 4 - Communiqué international de la MMF - 20 janvier 2010
 - 1 - Solidarité financière avec Haïti - Que propose la Coordination française MMF
 - 5 - Lettre de Montréal à l'attention des gouvernements et organisations réunies à Montréal pour faire face à la situation en Haïti
 - 6 - Solidarité Haïti - JUBILEE SOUTH
-

1 - Solidarité financière avec Haïti - Que propose la Coordination française MMF

Bonjour, nous vous avons déjà envoyé un courrier à ce propos vous expliquant que nous préférions attendre que les associations de femmes haïtiennes se mettent d'accord entre elles avant de nous engager dans la solidarité financière (des chèques nous sont déjà parvenus que nous avons gardé en attendant une décision)..

Vous pouvez lire ci-dessous toutes les nouvelles que nous avons eues depuis et vous faire une idée d'où ira votre solidarité. Nous connaissons l'association Sofa qui fait partie de la Marche Mondiale des Femmes depuis le début avec deux autres associations haïtiennes. Nous souhaitons les soutenir dans leurs projets en direction des femmes des quartiers populaires ainsi que les aider à reconstruire leurs associations (matériel bureau, ordinateurs...).

Nous proposons donc : soit que vous envoyiez directement vos dons à l'association Sofa, soit que vous nous envoyez un chèque avec la mention Haïti au dos en renvoyant le papier mis en fin de Courrier. Soit nous enverrons un chèque global à Sofa (ou du moins des chèques significatifs), soit nous aurons la possibilité de voir une de ses militantes là-bas ou ici.

Vous aurez un bilan financier de vos dons, de leur destination et de leur utilisation

En vous remerciant chaleureusement de votre aide.

Ci-joint des textes qui expliquent les positions de la MMF.

2 - Lettre de Sofa - Association Haïtienne amie de la MMF - 2 février 2010

Bonjour Miryam, Tu as bien fait de nous rappeler car, suite à notre réunion de samedi, nous avons esquissé quelques grandes lignes stratégiques d'action.

Pour les organisations comme la MMF qui est de nature revendicative, nous souhaiterions qu'elles relayent nos stratégies politiques en ce qui concerne l'approche relative à la reconstruction d'Haiti. Nous n'avons pas encore produit de texte dans ce sens, mais pour l'instant nous adhérons à plusieurs points du texte des femmes du Québec à l'occasion de la rencontre des bailleurs au

Canada. Nous voulons une reconstruction qui prend en compte la justice sociale, l'égalité et l'équité respectueuse des valeurs démocratiques, en impulsant le dialogue pour que les mouvements sociaux haïtiens, la population haïtienne, donnent leur point de vue sur la reconstruction.

Nous voulons la Solidarité des autres pays certes mais pas l'imposition de la vision des impérialistes.

Par ailleurs, nous ne sommes pas spécialisées dans l'urgence. Cependant, pour s'adapter à la nouvelle réalité, nous voulons renforcer nos structures de service pour répondre efficacement à l'accroissement des besoins. A Martissant, quartier populaire de Port-au-Prince, nous montons une cellule spéciale pour accompagner psychologiquement les femmes victimes du séisme, fournir un ratio alimentaire aux femmes enceintes et aux enfants et un suivi aux blessé-es.

Donc, l'appui que toutes les coordinations nationales ou d'autres institutions ou individu-es souhaiteraient donner à la SOFA, devra servir à nous aider à mettre en œuvre ces stratégies d'action. *Les coordonnées bancaires sont les suivantes :*

Nom du compte : SOFA

N° du compte 250 1022 610756

Banque : UNIBANK 1901892336

Swift : ABA 026009593

Bic Code : BOSAUS3N

Naturellement, la SOFA fera un rapport de l'utilisation du fonds. Merci encore une fois de cette manifestation de solidarité, Marie Frantz Joachim

3 - Lettre du Comité International de la MMF - 3 février 2010

Chères copines,

Nous vous écrivons pour que vous puissiez suivre les actions que nous avons réalisées en solidarité avec nos amies d'Haïti, et nous vous informons des nouvelles que nous venons de recevoir d'elles.

En partenariat avec Jubilee Sud, Via Campesina, et d'autres mouvements sociaux, nous avons construit une position commune que nous avons présenté à la réunion des ministres des pays donateurs, réunion qui s'est tenue à Montréal le lundi 25 janvier. Nos amies de la MMF du Québec ont organisé une manifestation devant le lieu où se passait la réunion avec « la Maison de Haïti » qui, habituellement, aide la diaspora haïtienne au Québec. En accord avec eux, ils-elles ont écrit une lettre que nous mettons également en pièce jointe (cette lettre suit dans ce Courrier)

Nous sommes en contact avec la CNFC (Confédération Nationale des Femmes de la Campagne), une organisation de femmes paysannes en république Dominicaine qui appartient au réseau CLOL/Via Campesina, bien que la MMF ne soit pas présente dans ce pays voisin de Haïti. Elles ont organisé une mission à Haïti entre le 21 et le 23 janvier et une réunion avec les organisations sociales, et ont pu constater la situation du pays. Notre amie Olga, de l'association Sofa à Haïti a participé à cette réunion. Les participant-es ont décidé de renforcer le PAPDA (coalition d'organisations haïtiennes qui agissent fortement sur le thème de la dette) et la création d'une Coordination générale pour l'urgence et la reconstruction participative.

Une autre initiative avec laquelle nous sommes en communication est le campement féministe organisé par des féministes latino-américaines, surtout celles qui travaillent dans le secteur de la santé, en République Dominicaine, à la frontière avec Haïti.

Nous continuons à avoir la même compréhension des événements que dans les premiers communiqués que nous vous avons fait parvenir : Consolider les organisations de la base de la MMF en les aidant à leur reconstruction à partir de ce qu'elles nous proposent.

Notre copine Samia Salomon de REFRAKA est actuellement aux Etats-Unis. Nos copains de GGJ (Grassroots Global Justice) nous ont mis en contact avec leurs groupes locaux dans la ville où elle

est. Ce sont des gens du mouvement social qui ont oeuvré dans l'après-Katrina pour le droit des gens pauvres, des femmes, des noirs, pour la reconstruction. Nous espérons qu'ils pourront au moins se rencontrer et l'aider.

Une autre initiative vient de nos copines de SOFA, qui nous ont envoyé le message ci-dessus. Nous proposons que les CNs qui ont déjà organisé, ou qui vont organiser, une collecte de fonds, appuient cette initiative. Et veuillez également nous maintenir informé.

Haïti libre et souverain. Femmes autonomes

4 - Communiqué international de la MMF - 20 janvier 2010

Chères copines,

Nous sommes toutes très touchées par la situation de nos amies et de tout le peuple haïtien. Ce sentiment nous pousse à prendre des actions, gestes concrets de solidarité. Voici quelques éléments importants à considérer dans notre action comme Marche Mondiale des Femmes :

D'abord, notre effort, comme citoyennes dans la mobilisation des ressources et des biens pour répondre à la situation emergenciel ainsi que notre responsabilité en tant que mouvement féministe, est de renforcer la capacité d'action des activistes et des organisations de la Marche Mondiale des Femmes là-bas et du mouvement féministe en général. Nous sommes en contact direct avec l'association féministe Sofa et nous attendons qu'elles se concertent et nous disent quels sont leurs besoins. Nous croyons qu'elles doivent avoir le temps nécessaire pour se reorganiser. Mais nous devons être prêts à leur répondre le plus rapidement possible.

Si vous êtes déjà engagées dans la mobilisation de ressources financières, il serait bien de garder une part des fonds mobilisés afin de les donner directement à la MMF à Haïti suivant la démarche qu'elles vont nous proposer. Vous devez évaluer dans votre pays la meilleure manière de le faire : ouvrir un compte bancaire propre, appeler au dépôt à des comptes bancaires déjà existant pour cette finalité, ou vous pouvez ramasser l'argent directement. Nous vous dirons après comment faire pour donner aux organisations de la MMF en Haïti directement.

Du point de vue politique, il y a des questions que nous agacent : le risque que les donations se convertissent en des nouvelles dettes ou viennent avec des impositions-exigences par rapport aux modèles de reconstruction du pays ; la présence militaire croissante, surtout des États Unis, et la criminalisation des pauvres ; la situation des femmes enceintes et la violence sexuelle.

Nous avons signé la lettre proposée par Jubilée Sud ci-jointe. Nous irons présenter des exigences à la réunion des Ministres des pays donateurs qui aura lieu le 25 janvier à Montréal.

Dans la Rencontre des Amériques de la MMF, nous avons toutes accordé que l'exigence de la retraite de la Minustah devait être une des demandes que nos pays travailleront lors de notre troisième action internationale, surtout dans les activités autour de 8 Mars. Nous invitons les Coordinations Nationales des autres continents à faire le même. Il ya beaucoup de similitudes entre le rôle de la Minustah (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti) et de la Monuc (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo,) et nous pouvons faire des liens entre notre solidarité aux femmes de Grands Lacs Africains, d'Haïti et de plusieurs pays en conflit.

Nous avons reçu des nouvelles de nos amies de République Centre-africaine (où se terminera la Marche 2010 le 17 octobre) qui préparent un hommage à Magalie Marcelin. Magalie était présente à la première Rencontre de la MMF à Québec en 1998 et a beaucoup travaillé pour l'organisation de la MMF chez elle. La photo que nous vous envoyons est celle de la manifestation devant les Nations Unies du 17 octobre 2000 à New York. Elle animait l'acte et gardait l'enthousiasme et l'énergie des femmes présentes.

Haiti libre et avec l'auto-détermination pour que les femmes toutes soient autonomes !

5 - Lettre de Montréal à l'attention des gouvernements et organisations réunies à Montréal pour faire face à la situation en Haïti

La récente tragédie en Haïti a ému les peuples du monde entier de par son impact destructeur, ses conséquences environnementales et sociales, et surtout la perte de vies humaines qu'elle a provoquée. Lamentablement, les désastres naturels ne sont pas une nouveauté dans ce pays des Caraïbes, comme en font foi les ouragans Hanna et Ike au cours de l'année 2008.

Il n'est pas non plus nouveau de voir la communauté internationale lancer des promesses de coopération et d'aide à Haïti. En tant qu'organisations et mouvements sociaux, et sur la base du contact permanent et de consultations avec nos partenaires là-bas, nous nous inquiétons que la réponse internationale puisse être coordonnée autrement que sur la base du respect de la souveraineté et de plein accord avec les nécessités et demandes du peuple haïtien.

Le moment est venu pour que les gouvernements qui participent à la *Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti* (MINUSTAH), les Nations Unies et en particulier les États-Unis, le Canada et la France, revoient de fond en comble les politiques erronées qu'ils ont appliquées en Haïti. La vulnérabilité du pays aux désastres naturels - en grande partie causée par la dévastation de l'environnement, le manque d'infrastructures de base et la faible capacité d'action sociale de l'État - n'est pas sans liens avec ces politiques qui, historiquement, ont miné la souveraineté du peuple et de son pays. Elles ont engendré une dette historique, sociale, économique, environnementale et culturelle dont la responsabilité est en grande partie attribuable à ces pays et institutions. Il est urgent de réparer ces dettes avec le peuple haïtien, encore plus maintenant face à la situation à laquelle il est confronté.

En ce sens, **nous rejetons la militarisation du pays** en tant que réponse inappropriée au récent désastre et dénonçons la mesure unilatérale des États-Unis d'envoyer plus de 20 000 soldats afin de protéger ses intérêts économiques et géopolitiques. L'occupation des six dernières années par des forces étrangères par le biais de la MINUSTAH n'a pas contribué, dans les faits, à la stabilisation ni à l'établissement d'infrastructures et de services publics adéquats. Rien n'indique que le maintien de ces politiques constitue un moyen efficace dans la période à venir.

Nous exigeons des gouvernements et organisations internationales **l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette externe de Haïti**, dont le remboursement affecte des millions de vies humaines. Nous exigeons également que les ressources destinées à l'aide et à la reconstruction ne conduisent pas à un nouvel endettement, ni qu'on impose des mesures de conditionnalité ou autres restrictions de nature externe qui en altèrent les objectifs, comme cela est devenu une pratique courante des Institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que des pays dits « donateurs ». De plus, nous refusons que les entreprises privées multinationales profitent de cette tragédie pour faire des affaires en or par le biais de la reconstruction du pays, comme cela est arrivé en Irak, ou qu'elles exploitent la main d'œuvre bon marché et tirent parti des ressources naturelles.

La société haïtienne, ses organisations, ses mouvements sociaux et ses représentants au sein de l'État, doivent être les protagonistes de l'effort international de reconstruction de leur pays. Ils doivent être les premiers à être écoutés et entendus, et doivent conserver la maîtrise finale et souveraine des décisions prises sur leur destinée. Le peuple haïtien s'est remis debout à maintes occasions, partant d'une force de volonté et conviction exemplaire qui en ont fait le premier peuple libre de l'Amérique. Toute coopération ne peut être efficace que si elle sait prendre acte de cet engagement et compte sur l'entièvre participation populaire.

Nous demeurons aux aguets et suivons les événements dans un dialogue constant avec les organisations et partenaires haïtiens, pour faire en sorte que la coopération internationale

s'effectue sur la base de principes solidaires, et pour éviter que les erreurs des politiques du passé ne se répètent. Pour une Haïti libre et souveraine !

Montréal le 25 janvier 2010

SIGNATAIRES : il y a énormément de signataires de réseaux mondiaux, régionaux et nationaux ; nous vous mettons les signataires mondiaux : Jubilee South - World March of Women, Via Campesina - Friends of the Earth International - Alianza de Pueblos del Sur Acreedores de Deuda Ecológica/ Southern Peoples' Ecological Debt Creditors Alliance - LDC Watch - Alianza Internacional de Habitantes (IAI), Coordinación Regional de America Latina - Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Americas (CSA) / Trade Union Confederation of the Americas - Alianza Social Continental / Hemispheric Social Alliance - Jubilee South/Americas - Confederación Latino-americana de Organizaciones del Campo (CLOC) - Program on Illegitimate Debt of the Lutheran World Federation - Réseau CADTM mondial - Latin American Network of Women Transforming the Economy - Latindadd - CEAAL, Presidenta Nélida Cespedes Rossel - Kairos Europa - Africa Jubilee South - CADTM Afrique - Caribbean Policy Development Centre - Grito de los/las Excluidos Mesoamérica - Jubilee South Asia-Pacific Movement on Debt and Developmnt APMDD - CADTM South Asia Network

6 - Solidarité Haïti - JUBILEE SOUTH

Nous invitons à diffuser largement cet appel et invitons toutes les organisations intéressées à apporter leur soutien et à partager les informations concernant leurs actions de solidarité en envoyant un message à haiti@jubileesouth.org ou au Secrétariat de Jubilé Sud/Amériques à jubileosur@wamani.apc.org. Haïti nous appelle à la solidarité et au respect de la souveraineté populaire

Nous soutenons le peuple d'Haïti dans ces moments de souffrances et de détresse infinies, et faisons nôtre son cri, en appelant le monde entier à y répondre d'urgence par une solidarité sans faille. Nous appelons les peuples et les gouvernements du monde entier à se secouer avec la même force avec laquelle la terre a ébranlé jusqu'aux fondements de la vie de ce peuple digne et courageux, touchant directement un tiers de la population - trois millions de personnes - et ajoutant une destruction aux proportions inimaginables à ce qui était, pour l'immense majorité de la population, une situation d'extrême précarité et de violation quotidienne de ses droits humains les plus élémentaires. Cette tragédie dépasse les frontières d'Haïti. Il est de la responsabilité de la communauté internationale de porter un secours immédiat aux victimes, de fournir les ressources et de prendre les mesures nécessaires, à court et moyen terme, pour aider le peuple haïtien à reconstruire son pays et son futur, libéré des dominations et des dépendances qui ont tant marqué sa vie. Il ne fait aucun doute que le peuple haïtien dispose de la force et de la créativité nécessaires, et ensemble, nous ne pouvons permettre que ceux qui ont toujours cherché à étouffer cette volonté populaire n'utilisent cette tragédie pour imposer un modèle de reconstruction taillé pour leurs intérêts

Au cours des dernières années et aux côtés de nombreuses organisations haïtiennes, nous avons dénoncé l'occupation du pays par les troupes de l'ONU et les impacts de la domination imposée par les mécanismes de la dette, du libre-échange, du pillage des ressources naturelles et de l'invasion par des intérêts transnationaux. La vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles - due en grande partie aux ravages causés à la nature, à l'inexistence d'infrastructures de base, et à l'affaiblissement de la capacité d'action de l'Etat - ne devrait pas être considérée comme étant sans lien avec ces politiques qui ont historiquement sapé la souveraineté du peuple.

Il est maintenant temps que les gouvernements qui font partie de la MINUSTAH, des Nations unies et en particulier la France et les Etats-Unis, les gouvernements latino-américains,

revoient ces politiques qui s'opposent aux besoins élémentaires de la population haïtienne. Nous exigeons de ces gouvernements et organisations internationales qu'ils substituent à l'occupation militaire une véritable mission de solidarité, et qu'ils agissent pour l'annulation immédiate de la dette qu'Haïti continue de leur rembourser. Nous exigeons que les fonds destinés à l'aide d'urgence et à la reconstruction ne donnent pas lieu à un nouvel endettement, et qu'ils ne soient pas non plus utilisés pour imposer des conditionnalités ou toute autre forme de contrainte extérieure qui les détournent de leur objectif déclaré, comme cela est habituellement d'usage dans les Institutions Financières Internationales telles que la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement et le FMI, les pays dits « donateurs » et les entreprises qui en bénéficient.

Il est temps que la communauté internationale, et en particulier les pays et intérêts qui se sont ainsi enrichis, reconnaissent et remplissent leur obligation de verser des réparations pour les dettes écologique, sociale, historique et climatique qu'ils ont accumulées à l'égard du peuple haïtien. C'est aussi le moment de rappeler que ce sont généralement les femmes, qui non seulement paient le plus lourd tribut de ces tragédies, mais aussi qui peuvent et qui devraient être les principales actrices du processus de reconstruction.

Nous appelons également les mouvements sociaux, organisations et personnes du monde entier, en particulier celles et ceux qui travaillent sur les questions de santé et d'habitat populaire, de culture et de communication, à se mobiliser, à lancer et à se joindre à des campagnes de soutien, à organiser des comités locaux de soutien et des brigades volontaires pour venir en aide aux Haïtiens dans ces moments difficiles. Nous partageons avec le résistant et héroïque peuple haïtien le deuil et la solidarité, avec la certitude que le pays sortira de cette tragédie libre et souverain.

Bulletin de Solidarité financière pour l'association SOFA à Port- au- Prince, Haïti

- Nom de l'association ou organisation :
- Ou : Nom et Prénom de la personne individuelle :
- Adresse :
- Mail
- Téléphone, Fax :
- Souhaitons soutenir financièrement l'association SOFA et versons la somme de euros
- Soutaitons avoir un reçu pour ce don :

A libeller à l'ordre de « Marche Mondiale des Femmes ». A envoyer à son adresse : 25/27 rue des Envierges 75020 Paris

Au dos du chèque : Solidarité Haïti